

Accord national interprofessionnel

RÉGIME AGIRC-ARRCO DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

Avenant n° 5 du 15 octobre 2019
à l'accord national interprofessionnel du 17 novembre 2017
relatif à la transformation juridique (art. 40)

NOR : ASET2050069M

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

CPME ;

MEDEF ;

U2P,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CGT ;

CFDT ;

CFTC ;

CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le titre de la section 3 du chapitre III est modifié comme suit :

« Section 3

Transformation juridique des branches professionnelles et de l'employeur »

À l'article 40 de l'accord :

L'intitulé est modifié comme suit :

« Article 40 | Assiette et taux de cotisation en présence d'une fusion de branches professionnelles ou d'une fusion, absorption ou cessation d'entreprise »

Avant le 1^{er} alinéa, sont insérés les alinéas suivants :

« A. Fusion de branches professionnelles

1. En cas de fusion de branches professionnelles donnant lieu à l'application d'une seule et même convention collective, les taux et assiettes de cotisation doivent être unifiés.

L'unification doit s'effectuer par la voie de l'adoption du taux moyen correspondant au taux qui permet d'obtenir un volume de cotisations identique à la somme des coti-

sations versées antérieurement sur la base des anciens taux. Le résultat du taux est arrondi au centième ; si le chiffre des millièmes est égal à cinq, il est arrondi au centième supérieur.

Les droits inscrits antérieurement à la transformation sont maintenus.

2. Par dérogation, dans le cas d'un alignement de taux de cotisation consécutif à une fusion de branches professionnelles, un groupe fermé peut être constitué pour une période transitoire afin que les entreprises relevant des branches professionnelles regroupées continuent de cotiser sur la base du taux de cotisation antérieur à la fusion.

Cette faculté doit être soulevée par l'accord d'harmonisation prévoyant la fusion des branches. Elle s'applique pour l'intégralité des entreprises relevant des branches fusionnées à la date du rapprochement.

La période transitoire, d'une durée maximale de 5 ans, correspond au délai entre la date de rapprochement et l'entrée en vigueur de la nouvelle convention de branche fusionnée.

À l'issue de la période transitoire, les entreprises constituant les groupes fermés cotisent au taux moyen tel que déterminé au point 1.

B. Fusion, absorption ou cession d'entreprise »

Le reste de l'article 40 est inchangé.

Fait à Paris, le 15 octobre 2019.

(Suivent les signatures.)